



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination,  
du pilotage, de l'appui territorial  
et de l'environnement**

**Arrêté n°2025-DCPATE-84**

**autorisant l'agrandissement du centre de tri et de transfert de déchets non dangereux  
autorisé par l'arrêté préfectoral n°07-DRCTAJE/1-83 du 15 février 2007  
au bénéfice de la société GRANDJOUAN SACO  
sur le territoire de la commune de La Chaize-le-Vicomte  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R122-2 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 février 2007 autorisant la société GRANDJOUAN SACO à exploiter un centre de tri et de transfert de déchets industriels non dangereux, et un centre de transfert d'ordures ménagères sur la commune de La Chaize le Vicomte ;

Vu le bénéfice des droits acquis du 5 juillet 2012 précisant les rubriques exploitées par GRANDJOUAN SACO ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°18-DRCTAJE/1-454 du 24 juillet 2018 relatif à la création d'un auvent pour le transit des déchets d'éléments d'ameublement ;

Vu le dossier transmis au préfet par la société GRANDJOUAN SACO le 11 août 2022 pour le réaménagement du site par agrandissement sur les terrains occupés précédemment par l'activité de compostage voisine exploitée par la société GEVAL ;

Vu l'information du 30 août 2022 de mise à l'arrêt de la plateforme de compostage exploitée par la société GEVAL et les attestations prévues aux articles R512-39 à R512-39-6 du code de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 octobre 2024 ;

Vu le courrier adressé le 19 novembre 2024 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

Vu la réponse de l'exploitant du 29 novembre 2024 sur le projet d'arrêté préfectoral faisant part d'une modification sur la gestion des eaux pluviales signalée a posteriori de l'instruction ;

Considérant que le projet, qui consiste dans le réaménagement du centre de tri/transit de déchets non dangereux avec agrandissement sur l'ensemble de la parcelle cadastrale YD 37 :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas par cas réalisée en application de l'article R.122-2 ;

- n'atteint pas les seuils quantitatifs de hausse d'émissions de COV et les critères fixés par l'arrêté du 13/12/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant que les conditions de réhabilitation et de détermination d'usage de la plateforme de compostage mise à l'arrêt définitif ne font pas obstacle au projet de la société GRANJOUAN SACO ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, notamment pour encadrer les modifications envisagées et imposer des garanties financières ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas nécessaire ;

## ARRÊTE

### **Article 1. Réaménagement du centre de tri**

La société GRANDJOUAN SACO dont le siège social est situé 6 rue Nathalie Sarraute à Nantes (44200) est autorisée à procéder au réaménagement de son centre de tri/transit de déchets non dangereux situé au lieu-dit « La Solière de la Chapellière » sur le territoire de La Chaize-le-Vicomte (85310).

#### **Article 1.1. Tableau de classement des activités**

Le tableau de classement des activités exercées par la société GRANDJOUAN SACO sur le territoire de la commune de La Chaize-le-Vicomte figurant à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 février 2007 est remplacé par le tableau ci-dessous :

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 - La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	Capacité en maximum journalier : 350 t/j (équivalent à 20 t/j en moyenne annuelle)	A



Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2714.1	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<p>Volume de 6 500 m<sup>3</sup> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 200 m<sup>3</sup> de cartons</li> <li>- 600 m<sup>3</sup> de plastiques</li> <li>- 1700 m<sup>3</sup> de DEA (600 m<sup>3</sup> de DEA, 300 m<sup>3</sup> de DEA rembourrés, 300 m<sup>3</sup> de literie, 500 m<sup>3</sup> de bois DEA)</li> <li>- 4 000 m<sup>3</sup> de déchets de bois</li> </ul>	E
2713.2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> mais inférieure à 1 000 m<sup>2</sup>.</p>	<p>Surface dédiée à l'activité :500 m<sup>2</sup> (ferraille)</p>	D
2716.2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>.</p>	<p>Volume de 950 m<sup>3</sup> (déchets industriels banals)</p>	D

#### Article 1.2. Surface cadastrale

L'article 1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 15 février 2007 est remplacé par la disposition suivante :

« 1.3.2. - Implantation de l'établissement

*L'établissement est situé au lieu-dit « La Chapelière » sur la parcelle YD37.*

*Le terrain occupé a une superficie de 4,3 ha. »*

#### Article 1.3. Aménagement spécifique

L'article 3.6.1 de l'arrêté préfectoral du 15 février 2007 relatif à la « Connexité avec la plate-forme de compostage » est remplacé par l'article suivant relatif à l'aménagement des aires de stockage de déchets.

« 3.6.1 – Aménagement des aires de stockage de déchets

*Les stocks de déchets présents sur site respectent les dispositions suivantes :*

Nature du stock de déchet	Quantité maximale en m <sup>3</sup>	Hauteur maximale en m	Surface maximale en m <sup>2</sup>	Hauteur des parois REI120 en m (orientation de ces parois)
Plastique	600	1,9	320	2 (sud, ouest, est)

Nature du stock de déchet	Quantité maximale en m <sup>3</sup>	Hauteur maximale en m	Surface maximale en m <sup>2</sup>	Hauteur des parois REI120 en m (orientation de ces parois)
Déchets industriels non dangereux	950	2	500	3,5 (nord, ouest, est)
Bois brut	5000	3,5	1500	4 (nord, ouest, est)
Broyats de bois	5000	3,5	1500	4 (sud, ouest, est)
Cartons DEA	200 150 150	2	500	3 (sud, est)
DEA	1550	2,5	680	3
Papiers	-	0,8	864	/
Ferraille		2,5	500	
Placo	150	1,5	100	2 (sud, ouest, est)

Les surfaces des stocks sont clairement délimitées au sol. Des gabarits sont positionnés en hauteur pour marquer la hauteur de stocks autorisés. »

#### **Article 1.4. Gestion des eaux pluviales**

L'article 5.4.3 de l'arrêté préfectoral du 15 février 2007 est remplacé par la disposition suivante :

##### **« 5.4.3. Eaux pluviales**

Les eaux pluviales hors eaux de toiture sont collectées séparément des autres types d'effluents et rejetées vers le réseau pluvial de la zone industrielle en respectant les valeurs limites suivantes après avoir été débarrassées des débris solides :

- Température inférieure à 30°C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- MEST < 35 mg/l ;
- DCO < 125 mg/l ;
- Hydrocarbures totaux < 10 mg/l.

Une analyse annuelle est réalisée sur un échantillon ponctuel. Le résultat de ce contrôle, ainsi que les conditions de prélèvement, est tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Pour respecter ces objectifs, un équipement débourbeur - séparateur d'hydrocarbures est installé en tant que de besoin sur le réseau d'évacuation.

**Les eaux pluviales de la plateforme Ouest transitent dans un bassin d'écroulement, connecté vers les deux bassins de la plateforme Est. Les eaux sont ensuite pompées via un poste de relevage vers le milieu naturel via le débourbeur - séparateur d'hydrocarbures situé sur la plateforme Ouest. »**

#### **Article 1.5. Moyens de lutte incendie**

L'article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral du 15 février 2007 est remplacé par la disposition suivante :

##### **« 9.3.2 - Moyens de lutte**

Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend des poteaux normalisés (NFS 61.213) dont le nombre et la disposition sont déterminés en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours.

Ils sont réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours. À défaut de mise en place d'un tel équipement, des mesures de substitutions sont étudiées et mises en place en accord avec ce service.



Des extincteurs appropriés aux risques et en nombre suffisant sont disposés à des emplacements signalés et aisément accessibles, dans les ateliers, les dépôts de produits et de marchandises, ainsi que dans le local de chaufferie.

**Une réserve incendie de 350 m<sup>3</sup> est dédiée à l'intervention interne via des robinets incendie armés (RIA).**

**Une réserve d'eau de 480 m<sup>3</sup> minimum vient compléter ce dispositif. Cette réserve dispose d'une aire réservée pour la mise en station des moyens d'aspiration des services de secours externes. »**

#### **Article 1.6. Confinement des eaux en cas d'incendie**

Il est ajouté un article 9.3.4 à l'arrêté préfectoral du 15 février 2007 :

##### **« 9.3.4 – Confinement des eaux incendie**

Le bassin Ouest de 240 m<sup>3</sup> mentionné à l'article 5.4.3 est connecté aux deux bassins Est de volumes de 450 m<sup>3</sup> et 1 970 m<sup>3</sup>. L'ensemble des bassins sert à la collecte des eaux en cas de sinistre ou d'incendie.

Le confinement du site est réalisé par l'arrêt de la pompe de relevage des deux bassins Est. L'exploitant met en place une procédure organisationnelle pour :

- la formation du personnel à l'arrêt de cette pompe de relevage ;
- la maintenance du poste de relevage ;
- le maintien d'un volume disponible servant au confinement d'au moins 520 m<sup>3</sup> (avec indication visuelle sur ces bassins).

La lagune Est de 565 m<sup>3</sup> conservée en secours vient compléter le dispositif (cette lagune ne dispose pas d'exutoire). »

#### **Article 2. Abrogation**

L'arrêté préfectoral complémentaire du 5 juillet 2012 susvisé portant mise à jour des rubriques de classement est abrogé.

#### **Article 3. Dispositions administratives**

##### **Article 3.1. Délais et voies de recours**

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déferées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cet arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 3.2. Publicité de l'arrêté**

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 3.3. Diffusion**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

### **Article 3.4. Pour application**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le

11 MARS 2025

Le préfet,  
Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée

**Nadia SEGHIER**